

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 20/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE

15 rue de la croix de pierre
Zone industrielle Nord
80000 Amiens

Références : 2025-E20163
Code AIOT : 0005101897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE implanté 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à l'accident relatif à la fuite d'une des deux bâches souples (gazomètres) de 500 m3.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE
- 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101897

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE exploite les installations ci-dessous :

- une installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes... (capacité de 95 000 t/an soit 258 t/jour),
- une installation de traitement de déchets non dangereux (déconditionnement de biodéchets 77 t/j et production de combustibles solides de récupération 100 t/j),
- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes,
- une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux,
- une installation de combustion d'une puissance thermique nominale de 15,25 MW.

Les installations sont notamment encadrées réglementairement par les actes administratifs suivants :

- arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté préfectoral du 20 février 2017 complété par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 ;
- arrêtés préfectoraux des 1er octobre 1996, 26 février 2009, 18 février 2011 et 28 juillet 2023.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.1.6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	es			
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 9.5.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 9.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Meilleures techniques disponibles applicables à toutes les installations	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – V	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 2.5.1	Sans objet
7	Equipements sous pression et des récipients à pression simples	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par courriel du 9 avril 2025, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais les éléments attendus afin de justifier du respect des prescriptions contrôlées. L'exploitant n'a pas transmis l'ensemble des pièces attendues. Des non-conformités ont été relevées pour les points de contrôle n° 2, 3, 6 et 8. Compte tenu des enjeux et impacts potentiels, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant de respecter les points de contrôle n° 2, 3, 6 et 8. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport de visite d'inspection.

Des non-conformités à enjeu modéré ont été relevées pour les points de contrôle n° 4 et 5. L'exploitant transmettra les justificatifs et les actions correctives dans les délais mentionnés. Le cas échéant, si l'exploitant ne transmet pas les éléments, l'inspection des installations classées proposera un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pour ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'accident. Le rapport mentionne les circonstances, la cause de l'accident (travaux de remplacement des moteurs de cogénération en cours), l'absence d'effet sur des personnes, le rejet de 500 m ³ de biogaz dans l'atmosphère, les mesures mises en œuvre notamment la procédure fuite de gaz, les mesures envisagées pour éviter un accident similaire. L'exploitant respecte la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers, dont les vannes de coupure amont et aval automatiques avec asservissement sur la canalisation de biogaz. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare avoir mis en oeuvre les éléments de la procédure en cas de fuite de bache souple de l'UT50.</p> <p>Par courriel du 20 juin 2025, l'exploitant précise qu'il va transmettre les justificatifs attestant que les vannes de coupure amont et aval automatiques avec asservissement sur la canalisation de biogaz sont entretenues.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis ces justificatifs.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de justificatifs de formation de ses collaborateurs pour cette procédure fuite de bache souple de l'UT50 mentionnée dans l'étude des dangers.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la totalité de la prescription.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>des détecteurs de gaz [...] dans le local abritant des bâches souples, [...].</p> <p>[...]L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référents en vigueur et les porte sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations sont dotées de 4 détecteurs de gaz dans le local abritant des bâches souples de l'UT50. L'exploitant a fourni les rapports de vérification de 2023 et 2024. Deux capteurs détecteurs de gaz des bâches souples de l'UT50 sont non conformes dans le rapport de décembre 2024.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas en totalité la prescription.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 9.5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiment - réservoirs de gaz (2 X 550 m3) - UT 50
Prescription contrôlée : <u>Article 9.5.1.1 Règles de construction</u> Les éléments de construction du bâtiment présenteront les caractéristiques suivantes : [...] Le bâtiment sera pourvu d'ouvertures suffisantes disposées de manière que sa ventilation soit assurée d'une façon continue et active. Elle devra en particulier éviter tout risque de confinement susceptible d'être à l'origine d'une atmosphère explosive. En particulier, le taux de renouvellement d'air du local sera au minimum de 4 fois par heure.
Constats : Par courriel du 20 juin 2025, l'exploitant précise qu'il va transmettre les justificatifs attestant qu'il respecte la prescription. L'exploitant n'a pas transmis ces justificatifs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera que : <ul style="list-style-type: none">• le bâtiment est pourvu d'ouvertures suffisantes disposées de manière que la ventilation soit assurée d'une façon continue et active.• la ventilation évite tout risque de confinement susceptible d'être à l'origine d'une atmosphère explosive.• le taux de renouvellement d'air du local sera au minimum de 4 fois par heure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 9.7
Thème(s) : Risques accidentels, Torchère
Prescription contrôlée : [...] L'automatisme et le suivi des paramètres de fonctionnement prennent en charge l'allumage, la régulation de température ainsi que les chaînes de sécurité. Elle est équipée d'un système de détection de flamme qui la met automatiquement en sécurité (coupure de l'alimentation en

<p>biogaz) si la flamme s'éteint. Cet équipement est muni d'un arrêté-flammes conforme à la norme NF EN ISO n° 16852. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de détection de flamme et l'arrête flammes de la torchère ont été vus. L'exploitant n'a pas transmis de justificatifs attestant que l'arrête-flamme est conforme à la norme NF EN ISO n° 16852. L'exploitant ne respecte pas la totalité de la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera que l'arrête-flamme de la torchère est conforme à la norme NF EN ISO n° 16852.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Meilleures techniques disponibles applicables à toutes les installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de l'usage et conception des torchères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières, et l'exploitant applique toutes les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ; - la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ; - l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés ; - les unités de mise à la torche autorisées ou remplacées après le 17 août 2018 prévoient un système de récupération des gaz d'une capacité suffisante et utilisent des soupapes de sûreté à haute intégrité.
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 20 juin 2025, l'exploitant informe qu'il va transmettre les justificatifs attestant qu'il applique les tirets 1, 2 et 3 de la présente prescription. L'exploitant n'a pas transmis ces justificatifs.</p>

<p>L'exploitant ne relève pas de la technique du tiret 4 car la torchère est antérieure au 17 août 2018.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Equipements sous pression et des récipients à pression simples

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe par courriel du 6 juin 2025 qu'il va transmettre les justificatifs attestant qu'il respecte la prescription pour l'UT50.</p>

L'exploitant n'a pas transmis ces justificatifs.
L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois